

434907-2026 - Competition

France – Social work services with accommodation – Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) Relogement et accompagnement social des locataires des bâtiments à démolir de Côte d'Azur Habitat dans le cadre du projet « Porte de France » portant sur la valorisation urbaine du quartier Point du Jour.

OJ S 120/2026 25/06/2026

**Contract or concession notice – standard regime
Services**

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: Côte d'Azur Habitat (OPAM de Nice)

Email: catherine.pelletier@cotedazurhabitat.fr

Legal type of the buyer: Body governed by public law

Activity of the contracting authority: Housing and community amenities

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) Relogement et accompagnement social des locataires des bâtiments à démolir de Côte d'Azur Habitat dans le cadre du projet « Porte de France » portant sur la valorisation urbaine du quartier Point du Jour.

Description: Maitrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) destinée au relogement et à l'accompagnement social des ménages impactés par les démolitions des trois bâtiments de Côte d'Azur Habitat (CAH) dans le cadre de l'opération « Porte de France », portant sur la valorisation urbaine du quartier Point du Jour à Saint Laurent du Var.

Procedure identifier: 78f7a5d5-dd8d-4f5f-93ff-843a502b95af

Internal identifier: AOO MOUS PDJ

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

Main features of the procedure: La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2120-1, L. 2124-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de Commande Publique et des articles R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à 5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 85311000 Social work services with accommodation

2.1.2. Place of performance

Postal address: 449 contre allée Georges Pompidou (quartier Point du Jour)

Town: Saint-Laurent du Var

Postcode: 06700

Country subdivision (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Country: France

Additional information: L'accord-cadre est mono-attributaire, à bons de commande. L'accord-cadre est d'une durée d'un an, reconductible 3 fois un an. La durée maximale de l'accord-

cadre sera de quatre ans, à compter de la date de prise d'effet portée sur la notification de l'accord-cadre. Le montant contractuel annuel maximum s'appliquant aux prestations unitaires, qui seront commandées par la voie de bons de commande, est de : 120 000Euros HT, soit 480 000Euros HT (sur la durée totale de l'accord-cadre, soit 4 ans). La valeur estimée de l'accord-cadre indiquée dans le présent avis (88 275Euros HT) est entendue annuellement, sur la base du DQE annuel.

2.1.3. Value

Estimated value excluding VAT: 88 275,00 EUR

Maximum value of the framework agreement: 480 000,00 EUR

2.1.4. General information

Additional information: Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique. Les candidats devront télécharger les documents dématérialisés du dossier, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence, via le profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com> Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, la personne publique invite les soumissionnaires à disposer des formats suivants pour faciliter le téléchargement : • Fichiers compressés au standard .zip • Adobe® Acrobat® .pdf • Rich Text Format .rtf • .doc ou .xls ou .ppt • Le cas échéant, le format DWF • ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique. En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : ACHAT PUBLIC Antony parc 2 - 10 place du Général de Gaulle - BP 20156 - 92186 ANTONY cedex. Téléphone : 01 79 06 76 00. Mail: support@achatpublic.com

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice

Analogous situation like bankruptcy, insolvency or arrangement with creditors under national law: voir motifs d'exclusion mentionnés au règlement de consultation (article L.2141-1 et s. du CCP)

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale (MOUS) Relogement et accompagnement social des locataires des bâtiments à démolir de Côte d'Azur Habitat dans le cadre de l'opération « Porte de France » portant sur la valorisation urbaine du quartier Point du Jour.

Description: Maitrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) destinée au relogement et à l'accompagnement social des ménages impactés par les démolitions des trois bâtiments de

Côte d'Azur Habitat (CAH) dans le cadre de l'opération « Porte de France », portant sur la valorisation urbaine du quartier Point du Jour à Saint Laurent du Var.

Internal identifier: 1 - Lot unique

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 85311000 Social work services with accommodation

Options:

Description of the options: L'accord-cadre est mono-attributaire, à bons de commande.

L'accord-cadre est d'une durée d'un an, reconductible 3 fois un an. La durée maximale de l'accord-cadre sera de quatre ans, à compter de la date de prise d'effet portée sur la notification de l'accord-cadre. La valeur estimée de l'accord-cadre indiquée dans le présent avis (88 275Euros HT) est entendue annuellement, sur la base du DQE annuel.

5.1.2. Place of performance

Postal address: 449 contre allée Georges Pompidou (quartier Point du Jour)

Town: Saint-Laurent du Var

Postcode: 06700

Country subdivision (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 1 Year

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 3

5.1.5. Value

Estimated value excluding VAT: 88 275,00 EUR

Maximum value of the framework agreement: 480 000,00 EUR

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Tender requirement

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

Additional information: Le montant contractuel annuel maximum s'appliquant aux prestations, qui seront commandées par la voie de bons de commande, est de : 120 000Euros HT, soit au maximum 480 000Euros HT sur 4 ans. La valeur estimée de l'accord-cadre indiquée dans le présent avis (88 275Euros HT) est entendue annuellement, sur la base du DQE annuel.

5.1.7. Strategic procurement

Approach to reducing environmental impacts: Other

Social objective promoted: Other

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Enrolment in a relevant professional register

Description of selection criterion: 1. Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession : 1) Déclaration sur l'honneur (modèle recommandé : déclaration jointe au présent Règlement de Consultation,

datée et signée, ou formulaire DC1 joint au dossier de consultation, ou équivalent) : (Article R. 2143-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.) 2) Lettre de candidature (DC1 dans sa dernière version en vigueur, ou équivalent) (en cas de candidature en groupement, cette lettre est commune) ; 3) En cas de sous-traitant, une déclaration de sous-traitance (modèle recommandé : formulaire DC4 joint au dossier de consultation) : les noms des sous-traitants susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi que la nature et le volume sous-traité doivent être précisés.

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: 2. Capacité économique et financière (formulaire DC2 ou équivalent) 1) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, réalisées au cours des trois dernières années. 2) La preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Conformément à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. En outre, une société créée récemment peut, pour justifier de ses capacités financières, demander que soient également prises en compte les capacités financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui existent entre elle et ces opérateurs (sous-traitant, filiale, société mère, entreprise tierce...). La société candidate doit alors justifier des capacités financières des opérateurs sur lesquels elle compte s'appuyer, en produisant les mêmes renseignements ou documents que ceux exigés d'elle et apporter la preuve qu'elle en disposera pour toute l'exécution du marché.

Criterion: References on specified services

Description of selection criterion: 3. Capacité technique et professionnelle • Une liste des principaux services de nature similaire fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. L'exécution des marchés, produits en référence, est prouvée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. • Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement sur les trois dernières années (tableau fourni à l'article 11 du présent Règlement de Consultation ou équivalent) ; • Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants attestant de la compétence de l'opérateur économique à exécuter les prestations de l'accord-cadre pour lequel il se porte candidat. (Article 3-I 12° de l'arrêté du 22 mars 2019 - Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.) NB : Pour les entreprises dont la création est récente, et qui sont dans l'impossibilité objective de produire certains de ces renseignements, le pouvoir adjudicateur admet que celles-ci justifient de leurs références professionnelles par tout autre moyen. Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'

un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces visées ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du présent accord-cadre. Précision : Les candidats veilleront à utiliser le cas échéant les dernières versions des formulaires DC1, DC2 et DC4, lesquelles sont disponibles au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> et dans le présent dossier de consultation.

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Type: Price

Description: Le prix de l'offre sera évalué pour 40 % (soit 40 points/100) de la note totale. Le prix sera apprécié sur une période de 1 an, par application de l'ensemble des prix unitaires portés au B.P.U., multipliés par les quantités estimatives non contractuelles (Montant total du Détail Quantitatif Estimatif servant au jugement des offres).

Category of award weight criterion: Weight (percentage, exact)

Award criterion number: 40

Criterion:

Type: Quality

Description: La valeur technique de l'offre sera évaluée pour 50% (soit 50 points/100) de la note totale au vu des éléments fournis dans le Cadre de réponses livré (fourni dans le DCE), et pièces jointes expressément demandées. Sous-critères techniques : 1. Les moyens humains affectés spécifiquement à l'exécution de la mission, évalués à hauteur de 15 % de la note totale, dont : - Organigramme, intégré au Cadre de réponses, précisant les rôles de chaque intervenant (du candidat individuel, des cotraitants éventuels en cas de groupement candidat, du ou des sous-traitants éventuels), l'articulation entre les différents acteurs en détaillant les rôles de chaque intervenant et les chaînes de délégations pour l'exécution des prestations : 5 % de la note totale - Présentation dans le Cadre de réponses de l'interlocuteur dédié de la maîtrise d'ouvrage nommément désigné et des membres de l'équipe proposée pour exécuter les prestations décrites dans le C.C.T.P., justifiant des compétences requises. Les CV, diplômes et qualifications doivent être joints au Cadre de réponses : 5 % de la note totale - Présentation dans le Cadre de réponses d'au moins deux références similaires, i.e. les plus proches possibles de la mission faisant l'objet de l'accord-cadre, réalisées ou en cours d'achèvement, pour le compte de bailleurs sociaux, par tout ou partie de l'équipe de maîtrise d'oeuvre qui sera dédiée à la réalisation de la mission : 5 % de la note totale 2. L'approche globale de la mission de maîtrise d'oeuvre, évaluée à hauteur de 15 % de la note totale, dont : - Note d'appréhension de la mission, intégrée au Cadre de réponses, démontrant de la compréhension des enjeux de la mission et présentant illustrations à l'appui, l'approche du candidat s'agissant des visites à effectuer et rencontres des familles devant être relogées : 10 % de la note totale - Description intégrée au Cadre de réponses, des actions de formation et de sensibilisation des membres de l'équipe proposée à l'exécution de la mission, à la protection et préservation des données personnelles qui seront recueillies et exploitées, avec les dates des sessions. Et illustration intégrée au Cadre de réponses du format des alertes qui pourront être partagées en Comité technique de relogement et Comité de relogement : 5 % de la note totale 3. La méthodologie et les délais de réalisation des différentes composantes de la mission, évalués à hauteur de 20 % de la note totale, dont : - Description dans le Cadre de réponses de la méthodologie d'exécution et des délais de réalisation des différentes composantes de la mission, également de la méthodologie d'intervention, démontrant de la conformité aux prescriptions du C.C.T.P., et de la tenue des délais demandés par Côte d'Azur Habitat : 5% de la note totale, - Livraison dans le Cadre de réponses d'un exemple de stratégie de relogement, motivations à l'appui, à partir des éléments inscrits au C.C.T.P. : 5%

de la note totale, - Présentation intégrée au Cadre de réponses des modalités d'accompagnement des familles que le candidat déploiera lors des phases de relogement (pour la signature du bail, l'accompagnement au déménagement, à l'installation, à l'ouverture des compteurs, ...) et pour accompagner les situations sociales, professionnelles, économiques et budgétaires particulières : 10% de la note totale

Category of award weight criterion: Weight (percentage, exact)

Award criterion number: 50

Criterion:

Type: Quality

Description: La valeur sociale et environnementale de l'offre sera évaluée pour 10% (soit 10 points/100) de la note totale au vu des éléments fournis dans le Cadre de réponses livré. Elle portera sur l'évaluation : 1. Description dans le cadre de réponses des actions sociales qui seront mises en œuvre par le candidat dans le cadre de l'exécution des prestations : 5 % de la note totale. 2. Présentation des pratiques écoresponsables qui seront mises en œuvre lors des interventions faisant l'objet du C.C.T.P. : 5 % de la note totale.

Category of award weight criterion: Weight (percentage, exact)

Award criterion number: 10

5.1.11. Procurement documents

Languages in which the procurement documents are officially available: French

Deadline for requesting additional information: 21/07/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Address of the procurement documents: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_obrUOSFV8E

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Tenderers may submit more than one tender: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 30/07/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 120 Days

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: yes

Electronic payment will be used: yes

Financial arrangement: Nature des ressources mobilisées pour financer l'opération : Fonds propres de Côte d'Azur Habitat.

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 1

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: Tribunal administratif de Nice

Review organisation: Tribunal administratif de Nice

Information about review deadlines: Introduction des recours A exercer avant la signature du contrat - Un référé précontractuel (articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative). Le juge du référé précontractuel du Tribunal administratif de Nice dont l'adresse est mentionnée à l'article 8 du présent règlement de consultation peut être saisi jusqu'à la signature du contrat. A exercer après la signature du contrat - Un référé contractuel devant le Tribunal administratif de Nice (articles L. 551-13 et suivants et R. 551-7 et suivants du Code de justice administrative). Il peut être exercé dans un délai de : • 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat ; • 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. - Un recours de plein contentieux en contestation de validité contractuelle devant le Tribunal administratif de Nice, issu de la jurisprudence « Département de Tarn et Garonne » (CE, 4 avril 2014, n°358994). Le recours doit être exercé dans un délai de deux mois « à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ». Cette condition de publicité peut être remplie « notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi ». Pour les marchés passés selon une procédure formalisée, la publication d'un avis d'attribution au JOUE suffit pour déclencher ce délai. En procédure adaptée, l'acheteur doit adapter sa publicité à l'objet et au montant du contrat. A exercer en cas de déclaration sans suite ou infructueuse de la procédure - Un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nice, dirigé contre la décision d'abandonner la procédure en la déclarant infructueuse ou sans suite. Le délai est de deux mois à compter de la publication ou notification de la décision.

Organisation providing additional information about the procurement procedure: Côte d'Azur Habitat (OPAM de Nice)

Organisation providing offline access to the procurement documents: Côte d'Azur Habitat (OPAM de Nice)

Organisation providing more information on the review procedures: Tribunal administratif de Nice

Organisation receiving requests to participate: Côte d'Azur Habitat (OPAM de Nice)

Organisation processing tenders: Côte d'Azur Habitat (OPAM de Nice)

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: Côte d'Azur Habitat (OPAM de Nice)

Registration number: 49271391200011

Postal address: 53 boulevard René Cassin

Town: Nice

Postcode: 06200

Country subdivision (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Country: France

Contact point: MME PELLETIER Catherine - Acheteur public expert

Email: catherine.pelletier@cotedazurhabitat.fr

Telephone: 0493187513

Information exchange endpoint (URL): https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_obrUOSFV8E

Buyer profile: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation providing offline access to the procurement documents

Organisation receiving requests to participate

Organisation processing tenders

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal administratif de Nice

Registration number: 17060005000026

Postal address: 18 avenue des Fleurs

Town: NICE

Postcode: 06050

Country subdivision (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Country: France

Email: greffe.ta-nice@juradm.fr

Telephone: 04 89 97 86 00

Roles of this organisation:

Review organisation

Organisation providing more information on the review procedures

Mediation organisation

Notice information

Notice identifier/version: 73abda66-27cc-4756-afb8-4d25da8dbb40 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 24/06/2026 16:23:06 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 434907-2026

OJ S issue number: 120/2026

Publication date: 25/06/2026